Extrait du Association pour l'Économie Distributive

http://www.economiedistributive.fr/Cornelius-Castoriadis

Réflexion

Cornélius Castoriadis

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2015 - N° 1164 - mai 2015 -

Date de mise en ligne : samedi 25 juillet 2015

Date de parution : mai 2015

Description :

François Chatel rappelle l'essentiel des analyses et propositions d'un lanceur d'alerte, particulièrement proches de celles défendues dans La Grande Relève .

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Des voix se sont élevées ou s'élèvent pour dénoncer une organisation sociale dont les piliers économique et politique se dégradent au point de mettre toute la société humaine en péril.

Alors que le bateau prend l'eau de toutes parts, l'équipage qui dirige le navire continue à croire à son invincibilité. L'histoire se répète.

François Chatel entreprend ici de rappeler les solutions proposées par ces donneurs d'alerte parfois oubliés, étant souvent mis à l'écart parce qu'ils "dérangent". Il commence par celles de C. Castoriadis :

« *Ce qui caractérise l'époque c'est l'absence de projet, d'une poussée dans une direction assumée par la collectivité.* »1*

* Les citations dans cet article sont tirées des oeuvres suivantes de Castoriadis :
- 1,2,12 et 31 : Fenêtre sur le chaos, éd. Le Seuil ;
- 3, 5,7-9,11,13-16, 18-28, 30, 32 et 35 : Une société à la dérive », éd. Le Seuil ;
- 4, 6, 10, 17 : Qelle démocratie ? éd. Le Seuil ;
- 29 et 34 : Les Carrefours du labyrinthe IV, La montée de l'insignifiance, (1996)
- 33 : Post-scriptum sur l'Insignifiance », entretiens avec Daniel Mermet (1998).

Cornélius Castoriadis (1922-1997) fut l'un de ces « empêcheurs de tourner en rond ». Co-fondateur et animateur, fin 1945, avec Claude Lefort, de « Socialisme ou Barbarie », groupe qui fut une tendance du Parti Communiste Internationaliste (PCI, adhérant à la IVe Internationale) avant de devenir autonome dès 1948 : « il fallait choisir entre rester marxiste et rester révolutionnaire ». Il travailla dès 1948 comme économiste à l'OECE (puis l'OCDE). Il s'intéressa à l'épistémologie, l'anthropologie, la politique, l'économie, l'histoire, et encore la philosophie, voire la psychanalyse, il exercera en tant qu'analyste à partir de 1973. En 1980, il fut nommé directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS).

IL CONDAMNE

Castoriadis a condamné le capitalisme qu'il définit comme une orthodoxie conduisant à la catastrophe. Mais sa critique n'épargne pas, en raison d'une longue expérience de militant, le communisme bolchevique qu'il compare à une dictature d'État, et le marxisme qui considère le travail comme naturel, élève la technique productiviste au rang d'objectif de toute société humaine et donne un sens déterministe à l'histoire. Il en déduit que ces mouvements se résument à la lutte de la société contre l'individu. « D'un côté, le libéralisme avec l'imaginaire du progrès indéfini, d'un autre côté, le marxisme proclamant l'inévitabilité d'une révolution qui instaurerait une société où l'homme pourrait maîtriser rationnellement ses rapports avec ses semblables et avec la nature. Les deux projets se sont effondrés car ils sont intrinsèquement absurdes ; les deux expriment l'imaginaire d'une maîtrise et domination rationnelles sur la nature et sur la société, les deux s'appuient explicitement sur le fantasme de la toute-puissance de la technique. »2 Le

Copyright © Association pour l'Économie Distributive

mot socialisme, qui pourtant « a toujours signifié la suppression de l'exploitation et de l'oppression, l'élimination de la domination de tout groupe social particulier, la destruction des institutions (économiques, politiques, culturelles) qui instrumentent ces rapports de domination »3, a tellement été galvaudé qu'il en conseille le remplacement par "société autonome", dont il présente les structures. Il préconise de construire réellement les conditions appropriées à l'obtention d'hommes libres et égaux, véritables citoyens votant les lois grâce à la mise en place d'une démocratie directe. Aujourd'hui, dans la société capitaliste néo-libérale, il fait remarquer que l'idéal de liberté et d'égalité n'est vrai que pour 5% de la population privilégiée, les autres vivant dans un monde où le conditionnement justifie la concurrence, la hiérarchie, le travail, le salaire, la consommation et le bonheur par la possession d'objets. Les forces productives devaient y instaurer la démocratie, le bonheur général, mais jusque là il s'agit de se plier aux exigences requises et à la loi des experts. « L'Europe occidentale contemporaine, comme tout l'Occident, est caractérisée par l'évanescence du conflit politique et social, la décomposition de la société politique morcelée entre lobbies et dominée par les partis bureaucratisés, la propagation de l'irresponsabilité, la destruction accélérée de la nature, des villes et de l'ethos humain, le conformisme généralisé, la disparition de l'imagination et de la créativité culturelle et politique, le règne dans tous les domaines des modes éphémères, des fast-foods intellectuels et du n'importe quoi universel. Derrière la façade d'institutions "démocratiques" et qui ne le sont que de nom, les sociétés européennes sont des sociétés d'oligarchie libérale où les couches dominantes s'avèrent de plus en plus incapables de gérer leur propre système dans leur intérêt bien compris »4. D'où l'imposture : le peuple n'y sera jamais souverain, et pour ce qu'on appelle "progrès économique", il sera seulement réduit à un rôle économique de producteur et de consommateur. Pour reprendre un terme de Castoriadis, l'individu y est "privatisé", c'est-à-dire qu'il « poursuit de petites jouissances dans un monde qui est ...sans aucun projet...sauf son petit bien-être individuel, ce que j'appelle l'onanisme consommationniste et télévisuel »5. « Le capitalisme semble être enfin parvenu à fabriquer le type d'individu qui lui "correspond" : perpétuellement distrait, zappant d'une "jouissance" à l'autre, sans mémoire et sans projet, prêt à répondre à toutes les sollicitations d'une machine économique qui de plus en plus détruit la biosphère de la planète pour produire des illusions appelées marchandises »6. Le travail a été élevé au rang de religion : qu'importe l'activité et son sens, du moment qu'il s'agit d'un emploi. Comme hier, il suffit de croire et d'aller à la messe.

IL REMET EN QUESTION

La reprise en mains de son destin par l'homme, son autogestion, passe par la libéralisation de l'économie qui revient à la relégation aux oubliettes de l'hétéronomie de la "main invisible", de la concurrence instituée, de la dictature des marchés financiers et de la monnaie, sans oublier l'idéologie de la techno-science. « Il est clair qu'une société démocratique est incompatible avec l'énorme concentration du pouvoir économique qui existe aujourd'hui. Il est tout aussi clair qu'elle est incompatible avec une pseudo-planification bureaucratique »7. Castoriadis ne cesse de répéter que la démocratie est impossible sans une rupture avec le capitalisme. Une société autonome n'est pas une société capitaliste. Dans la société autonome il faut une souveraineté du consommateur (non pas être libre de choisir entre les biens mis en vente, mais être libre de décider ce qu'il faut vendre et même produire).

Chez Castoriadis, la liberté étant par définition un des piliers de la personne humaine, il s'ensuit que l'organisation sociale ne peut être régie que par une véritable démocratie, c'est-à-dire directe. « L'objet de la politique... c'est la liberté »8. Pour lui, « la représentation est un principe étranger à la démocratie... Dès qu'il y a des représentants permanents, l'autorité, l'activité et l'initiative politiques sont enlevés au corps des citoyens pour être remises au corps restreint des représentants, qui en usent de manière à consolider leur position et à créer des conditions susceptibles d'infléchir de bien des façons l'issue des prochaines élections. La prétendue représentation est une comédie, les représentants ne représentent pas le peuple, mais une oligarchie »9. La démocratie représentative n'est que le pouvoir des partis et les décisions se prennent en coulisse suivant des transactions, des marchandages liés au pouvoir mais desquels le citoyen lambda est exclu.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive

IL PROPOSE

Le véritable citoyen ne peut acquérir l'autonomie nécessaire que par une éducation appropriée par une communauté consciente d'éviter toute hétéronomie. La prise de conscience par chacun de son appartenance sociale, de son intérêt à coopérer pour atteindre la meilleure situation de bien-être pour le cours de sa vie, l'amène à comprendre l'obligation de l'égalité et de choisir d'abandonner une partie de son indépendance pour se soumettre à des lois, les mêmes pour tous, dont l'élaboration est le produit de l'opinion de tous. Comme toutes les opinions se valent dans une société libre, la décision à la majorité apparaît comme la plus logique. C'est à cette condition que les hommes peuvent être libres ensemble.

Dans notre vaste monde, comment concrètement peut fonctionner une telle démocratie ? Castoriadis s'appuie sur l'exemple de la Grèce antique (entre le VIIIème et le Vème siècles av. JC) et octroie le pouvoir législatif au peuple des citoyens éduqués à l'autonomie et à la coopération. Il rejette ainsi l'argument selon lequel il est absurde d'exiger l'égalité politique des citoyens puisqu'ils ne seraient pas capables d'exercer une telle responsabilité. Il affirme que la responsabilisation dépend des responsabilités que l'on a, autrement dit, que c'est en exerçant le pouvoir politique à égalité avec les autres que chacun peut acquérir la capacité de l'exercer ; et qu'à l'inverse, la dépolitisation résulte de la déresponsabilisation induite par l'absence de participation effective aux décisions qui concernent la collectivité. Les citoyens établissent les lois et rendent la justice, l'exécutif étant attribué à des candidats triés et tirés au sort et révocables à tout moment. Le tirage au sort est pratiqué pour toutes les fonctions politiques qui n'exigent aucune compétence particulière. C'est la seule manière d'éviter que les affaires publiques soient aux mains de spécialistes et cela conduit à faire en sorte que chacun sache gouverner et être gouverné. « Une collectivité autonome a pour devise et pour autodéfinition : nous sommes ceux qui avons pour loi de nous donner nos propres lois »10. Il ne peut ainsi exister d'État souverain séparé de la société, on a ce qu'il appelle une communauté politique. L'idée d'un État séparé de la société eût été incompréhensible pour un Grec, note-t-il, précisant que les tâches administratives étaient laissées à la charge d'esclaves supervisés par des citoyens magistrats généralement tirés au sort. La réalisation des grands projets, débattus et décidés par les citoyens, est confiée à des experts élus et révocables. Il précise que les spécialistes doivent être au service des gens et non participer à leur asservissement. Il parle d'une société formée de petites unités auto-gouvernées de 10 à 30.000 citoyens souverains. La coordination entre ces unités pourrait s'effectuer, propose t-il, par l'élection de délégués de même révocables.

IL PRÉCISE

Or, d'après Castoriadis, pour que la liberté et l'égalité politiques des citoyens soient assurées, il est essentiel que la liberté et l'égalité économiques soient effectives. Ce qui dans une société capitaliste malade de productivisme et hiérarchisée en classes ne peut être réalisé. « On ne peut pas être esclave du travail 5 à 6 jours par semaine et libre le dimanche »15 (note : cette liberté qui va disparaître). « L'égalité économique se justifie pour deux raisons : la première est... que dès qu'il y a des inégalités économiques, l'égalité de participation au pouvoir politique devient un leurre. Mais surtout, l'essentiel pour qu'il y ait un renouveau politique, pour qu'il y ait vraiment une nouvelle marche vers une société autonome, c'est la destruction de la mentalité économiste... qui s'instrumente essentiellement dans la psychologie des individus par l'inégalité des revenus : j'ai plus que toi, je tâcherai d'avoir encore plus, etc... »12.

Castoriadis est favorable à l'argent et au marché, inventions "géniales" bien antérieures au capitalisme, comme moyens précieux de socialisation de l'économie dans une société complexe. Cependant, si pour lui la monnaie a un rôle d'étalon général pour les prix, celui du marché reste un déterminant pour établir la quantité et la qualité des biens à produire, mais non pour définir l'investissement global et les dépenses publiques qui doivent rester sous le contrôle des décisions politiques, être l'objet de débats citoyens. « ...il ne peut pas y avoir une société complexe sans des moyens impersonnels d'échange. La monnaie remplit cette fonction...Que l'on retire à la monnaie l'une de ses fonctions dans l'économie capitaliste, celle d'instrument d'accumulation individuelle des richesses et d'acquisition de

Copyright © Association pour l'Économie Distributive

moyens de production... j'ai dit que la société socialiste sera la première société où il y aura un véritable marché, parce que le marché capitaliste n'est pas un marché13. ...et pas seulement une liberté mais une souveraineté du consommateur... par ce vote quotidien que sont ses achats et où chaque vote vaut celui des autres »14. Il ajoute qu'il n'existe pas de contradiction entre le marché et la planification, mais il faut des décisions d'ordre général sur deux points au moins : la distribution du revenu national entre consommation et investissement, et la part respective de la consommation privée et de la consommation publique. Là-dessus, il faut des propositions, des débats, une décision collective. De même, sa défense d'un projet de société autonome passe aussi par la suppression du marché du travail, puisque « maintenir une hiérarchie des salaires et des revenus, c'est maintenir toutes les motivations du capitalisme, de l'Homo oeconomicus »15.

Dans la foulée, Castoriadis ne peut concevoir l'égalité économique sans la suppression de la propriété privée, non de l'outil de travail ou des objets personnels, mais celle, contraire aux valeurs de la démocratie, relative au capital. Ce qui ne l'empêche pas d'écarter toute nationalisation de la production car il est opposé à toute centralisation du pouvoir et du gouvernement. « La possibilité effective pour tous de participer au pouvoir exclut, selon moi, qu'un individu ou qu'un groupe d'individus, soit seul propriétaire d'usines qui sont le pain de deux cent mille ouvriers. Cela me parait incompatible. C'est à la collectivité de décider... Des entreprises importantes, ce sont des lieux de pouvoir tout autant politique qu'économique »16. Partisan convaincu de la prééminence de la politique sur l'économie, il prône, à l'inverse de la situation actuelle où domine l'intérêt des multinationales, la souveraineté des citoyens-consommateurs, sur la production des biens et services, cette dernière étant déterminée suivant les besoins exprimés. Aujourd'hui, il aurait certainement ajouté le critère environnemental comme déterminant pour les choix de production.

IL EXPLIQUE

Il prédit la chute du modèle occidental provoquée par la caducité de sa raison d'être originelle qui est d'une part, l'expansion illimitée d'une prétendue maîtrise rationnelle sur le tout, nature aussi bien qu'êtres humains, et d'autre part, la signification de l'autonomie individuelle et sociale.

La première se traduit par un délabrement de l'environnement et du climat, détruisant l'aspiration au bien-être, la seconde par un détournement fallacieux dont le responsable est le capitalisme ; le projet d'autonomie et de véritable démocratie se transformant en individualisme infantilisant et en oligarchie politiquement réactionnaire. À son avis, le capitalisme correspond à la décadence de la civilisation occidentale et son abandon, par un réveil des peuples, s'il se produit, marquera un tournant décisif devant aboutir à une véritable société autonome optant pour la souveraineté populaire et non nationale. « les "crises de fonctionnement" d'une société ne peuvent pas être considérées comme décisives en elles-mêmes. Elles peuvent être l'occasion et le terrain d'une révolution institutionnelle, ou d'une "auto-réparation" réformatrice du régime institué ; comme elles peuvent être des moments - et, certes, des noeuds d'accélération - d'un processus de décomposition qui, dès lors, doit être vu comme ayant son origine véritable ailleurs : dans l'agonie des significations imaginaires instituées, et dans l'incapacité de la société considérée d'en créer de nouvelles »17.

Paradoxalement, le système capitaliste doit sa survie, jusqu'à présent, à la lutte ouvrière, car sans elle, il devient incontrôlable et va à sa perte en raison de la surproduction. En témoigne la grève du zèle. Si les directives productivistes du capitalisme sont appliquées, les usines s'arrêtent. C'est grâce aux augmentations des salaires, qui se répercutent sur la consommation, et à la réduction du temps de travail, qui absorbe les gains de productivité, que le capitalisme s'en est sorti après les reconstructions d'après-guerres, c'est-à-dire jusqu'aux années 90. Depuis, la fin des luttes ouvrières, le recul du mouvement syndicaliste et les mesures néo-libérales minent le système et cette situation dévoile actuellement le vrai visage du capitalisme, malgré les tentatives pour maquiller l'irresponsabilité et la corruption. Mais « le mouvement ouvrier a adopté un modèle d'organisation qui est le modèle capitaliste, et les significations capitalistes : hiérarchie, spécialisation, division des dirigeants et des exécutants »18.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive

De toute façon, fait-il remarquer, l'énorme succès du capitalisme qui s'appuie sur une destruction irréversible des ressources biologiques, ne peut durer. « Il y a une sorte de barrière contre laquelle on est précipités à toute vitesse »19. Il s'inquiète de l'obstination de nos dirigeants à maintenir le cap vers une croissance perpétuelle qui signifie la destruction inexorable de l'environnement. Il ne voit pas de solutions proposées en dehors de celles, fallacieuses, des grands courants de pensée que sont le capitalisme et le marxisme, adeptes invétérés de l'augmentation des forces productives. L'abandon de cette idéologie ne peut voir le jour, à son avis, que par un changement d'imaginaire chez l'ensemble des hommes et des femmes. « Un individu seul, ou une organisation, ne peut, au mieux, que préparer, critiquer, inciter, esquisser des orientations possibles20. Aujourd'hui l'homme est toujours, ou plus que jamais, l'ennemi de l'homme, non seulement parce qu'il continue autant que jamais à se livrer au massacre de ses semblables, mais aussi parce qu'il scie la branche sur laquelle il est assis : l'environnement »21.

Sans réaction de sa part, « l'humanité risque fort de se retrouver avec un régime totalitaire22. La société est dominée par une course folle, définie par ces trois termes : technoscience, bureaucratie, argent. Si rien ne l'arrête, il pourra de moins en moins être question de démocratie23. On ne se demande plus s'il y a des besoins à satisfaire, mais si tel exploit scientifique ou technique est réalisable. S'il l'est, il sera réalisé et l'on fabriquera le besoin correspondant. Les conséquences latérales ou les retombées négatives sont rarement prises en compte »24.

À propos des relations difficiles dans le monde et de la montée des extrémismes, Castoriadis interpelle : « Comment une telle société vouée au culte de la consommation et au zapping télévisuel peut-elle espérer corroder la crispation sur des identités religieuses ? Des citoyens apathiques, recroquevillés sur leur petit monde privé, laissant le pouvoir aux oligarchies politiques, économiques, culturelles, aux appareils des partis et des médias, ne fournissent pas des exemples à imiter ou des incitations à réfléchir à des peuples en quête d'avenir »25.

IL REDÉFINIT LA POLITIQUE

Si le mouvement révolutionnaire doit se reformer autour de ces deux thèmes, liquidation du capitalisme afin de sauver l'environnement et conquête de l'autonomie individuelle et sociale, il doit rester indépendant de l'existence d'un parti politique toujours susceptible d'une dérive bureaucratique et d'une volonté d'accaparement du pouvoir. Cette analyse résulte du parcours de militant de Castoriadis. Pour lui, les partis sont des organisations bureaucratiques dirigées par des groupes cooptés qui n'envisagent que la conquête du pouvoir au détriment de la liberté politique individuelle qu'ils proclament. Ils ne font que du « marketing politique ». Aujourd'hui, dit-il, la querelle droite-gauche n'est qu'une mascarade de pluralisme, laissant croire au peuple que différentes solutions politiques sont disponibles, alors qu'elles ne servent que la dictature de la pensée unique libérale. « Les partis politiques sont plus un frein qu'un moyen de développer les mouvements de création sociale... Ils prétendent avoir trouvé le point archimédien pour la transformation de la société, à savoir : il faut s'emparer de l'appareil d'Etat, nationaliser (pour ceux de gauche) et tout le reste va suivre... Ce sont des organisations qui, indépendamment des intentions et des idées des individus qui les composent, sont destinées à diriger, à gérer de l'extérieur et par en haut. » La solution viendra « d'une activité politique nécessairement collective... autogérée, autogouvernée ». D'où le problème à résoudre, « infiniment plus important que les discussions sur "l'Union de la gauche"26. Mai 68... a révélé et rendu visible pour tous quelque chose de fondamental : le lieu véritable de la politique n'est pas celui que l'on croyait être. Le lieu de la politique est partout. Le lieu de la politique, c'est la société27. Les constitutions modernes commencent par des déclarations des droits dont la première phrase est soit un credo théologique, soit une analogie : "La nature a ordonné que..., ou Dieu a ordonné que...." Par comparaison, les lois athéniennes recèlent un élément d'une profondeur indépassable : elles commencent toujours en disant : "Edoxe tè boulè kai tô dèmô" = "Il a semblé bon, telle a été l'opinion bien pesée du Conseil et du peuple que...", puis suit le texte de la loi. Cet edoxe est fantastique, c'est vraiment la pierre angulaire de la démocratie. Nous n'avons pas de science de ce qui est bon pour l'humanité, et nous n'en aurons jamais. »28

Copyright © Association pour l'Économie Distributive

IL INVITE A DÉCOLONISER L'IMAGINAIRE

En philosophe et psychanalyste, il préconise, pour la réussite de tout mouvement révolutionnaire, de « décoloniser notre imaginaire », que l'homme occidental s'engage dans une profonde analyse du passé, des conditions particulières et traumatisantes qui l'ont amené à l'état d'esprit, néfaste pour l'environnement et pour lui-même, dont il est affublé. Celui-ci a tout intérêt à prendre conscience de la manipulation dont il est victime, autant par le contenu de son psychisme que par le conditionnement extérieur, dans cette société vouée exclusivement à la production et à la consommation, avant de se lancer dans une reconstruction de cette société et à un retour aux valeurs initiales basées sur l'amélioration de la qualité de l'être. « L'individu n'est, pour l'essentiel, rien d'autre que la société. L'opposition individu/société, prise rigoureusement, est une fallace totale. L'opposition, la polarité irréductible et incassable, est celle de la psyché et de la société. Or la psyché n'est pas l'individu ; la psyché devient individu uniquement dans la mesure où elle subit un processus de socialisation - sans lequel d'ailleurs ni elle ni le corps qu'elle anime ne sauraient survivre un instant »29. Jusqu'à présent, nous dit Castoriadis, quelle théorie politico-économique s'est débarrassée du « fétichisme de la marchandise » ? Notre civilisation, dit-il, a besoin d'un nouvel imaginaire au-delà de la maîtrise rationnelle comme le sens du bien commun et de la communauté, la maîtrise par la politique de la production, de la distribution et de la consommation, le retour du don ou service civil, et surtout la priorité de la question pourquoi avant celle du comment. Chaque société, affirme-t-il, est un système d'interprétation du monde. Vouloir changer une société, c'est s'attaquer à son imaginaire, à son mythe, à sa théorie. « La théorie comme achevée est un phantasme. Comme pour tous les phantasmes, l'idée de l'abandonner n'apparaît comme insupportable qu'aussi longtemps qu'on en reste prisonnier. Loin de nous laisser aveugles et muets, cet abandon libère au contraire notre activité d'élucidation »30. Il désigne ainsi la philosophie, l'éducation, l'autonomie et la démocratie comme les quatre piliers de la nouvelle société. Ces piliers sont tous reliés entre eux : ainsi, la démocratie réelle possède une vertu éducative pour le citoyen, il y apprend à gouverner, à se responsabiliser, à participer activement aux affaires de la société. Par son rôle reconnu, il devient motivé à l'apprentissage de l'économie, de l'organisation sociale, de l'histoire, etc. Il n'y a pas de science de la politique ou du gouvernement. Il n'existe pas de lois de l'Histoire, déterminées telles des lois physiques. Il souhaite que la nouvelle société s'engage dans la création d'êtres épris de sagesse et de beauté, aimant le bien-commun. Il recommande la philia d'Aristote, ce « lien que nouent l'affection et la valorisation réciproques. Et sa forme suprême ne peut exister que dans l'égalité, laquelle, dans la société politique, implique la liberté, soit ce que nous avons appelé autonomie »31. Il rappelle la recommandation des philosophes de la Grèce antique à propos de la liberté : elle est l'action, le mouvement, l'engagement, mais ne peut exister sans la conscience des choses à ne pas faire, sans l'auto-limitation, « non seulement dans les règles de conduite intrasociale mais dans les règles que nous adoptons dans notre conduite à l'égard de l'environnement32. Non pas interdire, au sens répressif. Mais savoir qu'il y a des choses qu'on ne peut pas faire ou qu'il ne faut même pas essayer de faire ou qu'il ne faut pas désirer »33.

IL HARANGUE LE PEUPLE

Ces philosophes ont répandu l'idée selon laquelle la meilleure des vies est la présente, ce qui, en libérant la pensée, permet la remise en question permanente des lois, des institutions et des croyances, d'évoluer vers l'autonomie. « L'épreuve de la liberté est indissociable de l'épreuve de la mortalité. Un être ne peut être autonome s'il n'a pas accepté sa mortalité. Une vraie démocratie, qui s'auto-institue, qui peut toujours remettre en question ses institutions et ses significations, vit dans l'épreuve continue de la mortalité virtuelle de toute signification instituée. Ce n'est qu'à partir de là qu'elle peut créer des "monuments impérissables", démonstration pour tous les hommes à venir de la possibilité de créer la signification en habitant le bord de l'Abîme. Or il est évident que l'ultime vérité de la société occidentale contemporaine est la fuite éperdue devant la mort, la tentative de recouvrir notre mortalité, qui se monnaie de mille façons34... Le projet socialiste est projet de création d'une nouvelle forme de société... Or nous devons comprendre que nous ne pouvons pas fuir notre responsabilité quant à l'institution de la société que nous voulons... Nous voulons l'égalité, la liberté, la justice... Penser que les lois de l'Histoire garantissent l'avènement d'une société juste est une absurdité. Penser que l'on pourrait définir une fois pour toutes ce qu'est une société juste, et démontrer qu'une société juste est plus "rationnelle" qu'une société injuste, est privé de sens »35. En conséquence, si nous

Copyright © Association pour l'Économie Distributive

voulons une autre société, à nous, le peuple, de l'inventer et de l'imposer. À nous, individuellement, répète Castoriadis, de comprendre que, contrairement aux mystifications répandues par le libéralisme, notre destin est radicalement solidaire de celui de tous les autres, que nous appartenons à la même planète et qu'avec nos semblables nous sommes en train de la détruire.

ET L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE ?

Si à La Grande Relève, nous avons choisi d'exposer les thèses de Cornélius Castoriadis, c'est d'abord parce qu'elles rejoignent les préconisations et les recommandations qui occupent les pages du journal : démocratie directe, défense de l'environnement, critique de la croissance à tout prix, priorité de l'être sur l'avoir, autonomie individuelle, danger de l'imaginaire occidental, etc..., et ensuite parce que ces propositions et ces réflexions issues de celles de Jacques Duboin permettent à ceux qui les défendent, et à tous ceux qui militent pour une nouvelle constitution, d'y trouver assise et références. La pensée de Cornélius Castoriadis apporte en effet une justification, une résonance toute particulière à l'économie distributive comme support indispensable à l'instauration d'une démocratie réelle, à cette société autonome comme la dénomme l'auteur, à la sortie de l'impérialisme économique, à la promotion de la "décolonisation de l'imaginaire". Associées, les thèses de C. Castoriadis et de J. Duboin forment un ensemble révolutionnaire plus que jamais actuel.

Seules, aujourd'hui, les propositions de l'économie distributive, en libérant l'individu de toute subordination à l'ignoble salariat par l'attribution d'un revenu universel égalitaire garanti, et par l'utilisation d'une monnaie évanescente qui s'élimine à l'achat d'un objet ou d'un service rendant impossible le prêt à intérêt, répondent aux recommandations de Cornélius Castoriadis pour permettre à chacun de s'engager à responsabiliser ses choix en tant que citoyen autonome.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive